

LA STATISTIQUE AU MAROC

Au cours d'une étude sur les problèmes démographiques marocains parue dans le numéro de janvier 1935 du *bulletin économique du Maroc*, M. Jacques Le Meur déplorait que les renseignements statistiques en la matière fussent pauvres, sujets à caution et dispersés, et qu'il n'existât pas d'organisme d'étude chargé de rassembler, critiquer et publier la documentation. La méconnaissance du rôle du facteur « population » dans le domaine économique ou financier n'est certes pas rare ; l'interdépendance de la forme de la pyramide des âges, pour ne citer qu'un exemple, et de l'équilibre de la sécurité sociale, des charges d'un régime de retraites ou du plein emploi est souvent ignorée non seulement du grand public, mais même d'esprits cultivés ; c'est ainsi qu'en France les avertissements d'un Alfred Sauvy n'ont pas empêché que des questions comme celle de l'immigration étrangère ou de la production sucre-alcool aient été résolues souvent à contresens des impératifs démographiques. Une telle situation pourrait être grave au Maroc où la juxtaposition de populations aux caractéristiques différentes pose des problèmes particulièrement délicats.

La nécessité d'un organisme coordinateur et centralisateur de l'ensemble des statistiques englobant les secteurs démographique et économique du pays a été reconnue par la plupart des Etats (1).

Ce besoin s'est matérialisé au Maroc par la transformation, en 1942, du bureau de la statistique générale de la division du commerce, en un service central de statistiques placé sous l'autorité directe du secrétaire général du Protectorat, et chargé de grouper la documentation démographique et économique dispersée entre plusieurs bureaux.

Sans examiner la question de l'organisation administrative, qui sort du cadre de cette étude,

(1) Les avis, au sujet de cette centralisation, sont encore différents, au Maroc comme en France, d'ailleurs, où ce problème de la documentation statistique est à l'ordre du jour des discussions du conseil économique (a). C'est par exemple M. François Perroux qui remarque qu'« il est au contraire excellent que plusieurs organismes distincts, chacun ayant sa tâche propre et disposant de ses méthodes particulières, puissent collaborer, sans se contrarier, à une tâche d'ensemble. On obtient par là le bénéfice de la critique réciproque et des progrès spécialistes sur des lignes communes. Il faut, et il suffit, qu'il y ait, de part et d'autre, un vocabulaire commun, un sens des buts les plus généraux à atteindre, et aussi, il faut bien le dire, ce respect d'autrui sans lequel aucun travail, ni scientifique, ni politique n'est fécond ».

Les commentaires qu'appellent certaines de ces statistiques, l'interprétation à donner aux chiffres sur l'orientation qu'ils marquent notamment, ne peuvent, selon les avis les plus autorisés, être exposés que par les services techniques compétents pour l'être d'une façon totale et cohérente.

(a) cf. notamment rapport de M. A. Sauvy « étude du revenu national dans *journal officiel* (avis et rapports du conseil économique), n° 15, 20 décembre 1950, p. 352.

cette courte note tente de faire le point sur la documentation dont le public dispose à l'heure actuelle au Maroc et d'apprécier dans quelle mesure elle est capable de satisfaire les besoins (2).

I. — LES PUBLICATIONS OFFICIELLES

Quatre groupes de publications officielles, embrassant l'ensemble de la vie économique et sociale du pays, sont à la base de cette documentation :

— *Les annuaires de statistique générale*, dont le premier, qui a vu le jour en 1917, portait alors le titre d'« annuaire économique et financier » et dont le dernier, qui vient de paraître, se rapporte aux années 1947 et 1948 (3).

— *La conjoncture économique marocaine* publiée mensuellement depuis 1947, d'abord sous la forme d'un fascicule ronéotypé à diffusion restreinte, puis, à partir de 1949, sous sa forme imprimée actuelle. Elle est, en fait, un bulletin mensuel de statistique contenant un rapide commentaire de la situation générale au cours du mois qu'il concerne.

— *Le lexique de l'économie marocaine*, qui a connu cinq éditions depuis 1947 (4), rassemble dans des rubriques classées dans l'ordre alphabétique et de valeur inégale, les renseignements disponibles sur un produit donné (production, importation, exportation).

— *La statistiques du mouvement commercial et maritime du Maroc*, qui donnent, chaque année, des renseignements complets, détaillés et chiffrés sur les importations et les exportations par produits et par pays de provenance ou de destination, ainsi que sur les échanges entre les zones française et tangéroise du Maroc.

(2) Il est rappelé qu'aucune donnée statistique n'existe, en dehors de quelques rapports consulaires forcément imprécis ou incomplets, sur le Maroc avant le XX^{ème} siècle.

(3) L'annuaire est assurément la « pièce maîtresse » de cet ensemble ; il a le mérite d'exister sans interruption depuis 1917. S'il a subi dans sa présentation, depuis sa création, d'appréciables changements qui peuvent, quelques fois rendre difficile les comparaisons et faire regretter l'abondance des renseignements divers qu'il offrait aux environs de 1930 (a), cette évolution marque un souci constant d'amélioration. La publication actuelle relève d'une formule plus orthodoxe, mais elle paraît encore avec un trop grand retard.

Cet inconvénient est cependant atténué grâce à la publication mensuelle de la *conjoncture économique marocaine* qui couvre les besoins de l'actualité et qui se trouve, au surplus, prolongée par un récapitulatif *annuel* qui constitue, à la fois un annuaire abrégé à parution accélérée et un sommaire de la *conjoncture*.

(a) La trop grande schématisation dont il fut l'objet par exemple entre 1935 et 1944, a en effet entraîné pour cette période de nombreuses lacunes en dépit des graphiques qui l'illustrent, mais qui ne peuvent remplacer les tableaux statistiques supprimés.

(4) La dernière édition vient de paraître à la fin de l'année 1950.

Les deux premières publications sont établies par le service central des statistiques, les deux dernières par la division du commerce et de la marine marchande.

A cet ensemble de base, il faut ajouter les nombreuses publications, accidentelles ou périodiques, des divers services ou administrations publiques, faisant connaître les détails d'un secteur particulier et dont les éléments statistiques essentiels sont, en principe, repris dans les ouvrages ci-dessus mentionnés.

Telles sont notamment les publications suivantes :

- Résultats des recensements généraux de la population ;
- Note de documentation de la division du commerce et de la marine marchande (bimensuelle) ;
- La terre marocaine (mensuelle) ;
- Statistiques médicales (annuelles) ;
- Bulletin de l'institut d'hygiène ;
- Bulletin mensuel d'information de l'office chérifien de contrôle et d'exportation, etc...

Une place à part doit être faite aux *tableaux de l'économie marocaine* (ensemble de documents graphiques sur l'évolution économique et sociale du Maroc) de même qu'aux récents ouvrages, publiés par la division du commerce et de la marine marchande, sur le « *programme d'équipement à long terme* », et sur les résultats dans le cadre de ce programme général d'équipement. L'ensemble réalise en effet, au moins pour certains chapitres, sous une riche présentation illustrée et commentée, une sorte d'annuaire statistique.

Il faut également signaler dans cette liste, d'ailleurs forcément incomplète, les monographies (Atlas et statistiques), publiées par le service de la mise en valeur et du génie rural (5).

II. — LES PUBLICATIONS PRIVEES

Le développement de l'économie marocaine a donné naissance à un grand nombre de journaux (hebdomadaires ou quotidiens) et de revues ou bulletins mensuels ou trimestriels, dont la documentation est, en principe, basée sur celle que fournissent les publications officielles que nous venons de passer rapidement en revue.

De valeur inégale, s'adressant au grand public ou à des groupes très spécialisés de lecteurs ou quelquefois au personnel même de l'organisme qui les publie (6), ces publications ne peuvent être toutes citées dans cette brève étude.

Sans vouloir faire ici aucun choix entre elles ni porter par là même un jugement sur la valeur de chacune de ces publications, on se contentera de mentionner, à titre d'exemple et en dehors du *bulletin économique et social*, publié trimestriellement depuis 1933, qui s'efforce d'offrir à ses lecteurs des études particulières sur des problèmes d'actualité, et une documentation statistique puisée aux sources officielles, le *bulletin mensuel d'information de la société fiduciaire économique et douanière* (Fidonec), *l'économie marocaine* (revue trimestrielle), *le petit casablancain* (hebdomadaire), *le marché marocain* (hebdomadaire), *l'information marocaine* (hebdomadaire), *stocks et marchés* (quotidien), etc... Ajoutons, au surplus, que tous les grands quotidiens d'information (*vigie marocaine*, *petit marocain*, *presse marocaine*, *écho du Maroc*, etc...) contiennent des études et des enquêtes d'ordre économique, social et financier.

III. — VALEUR ET LACUNES DE LA DOCUMENTATION ACTUELLEMENT DISPONIBLE

Avant de tenter d'apprécier la valeur des renseignements statistiques actuellement disponibles (7) et qui sont, on l'a vu, essentiellement ceux fournis par les quatre principales publications officielles, il convient de reconnaître l'importance de l'effort accompli dans ce domaine depuis la fin de la guerre à la fois pour augmenter le nombre des publications et améliorer leur qualité.

Les chiffres essentiels aujourd'hui sont classés, regroupés, commentés.

Mais cet effort même a mis encore plus en évidence les lacunes de la documentation statistique dont le Maroc dispose.

Celle-ci répond-elle, dans son état actuel, aux besoins ? Dispose-t-on des séries-clés permettant d'apprécier l'évolution des divers secteurs et de prononcer un diagnostic valable sur l'ensemble de l'activité économique du pays ?

C'est pour répondre à ces questions et guider le lecteur que l'on a essayé de dresser la liste des séries indispensables dans le tableau ci-après :

L'examen même rapide, de ce tableau montre que si l'on dispose de renseignements détaillés et précis dans de nombreux secteurs, quelquefois même secondaires, les lacunes sont encore importantes dans des domaines essen-

(5) Parmi ces documents, de diffusion assez restreinte, citons notamment l'*Atlas agricole marocain* qui vient de paraître.

(6) Ainsi le *bulletin de liaison du bureau de recherches et de participations minières*.

(7) Il faut, dès maintenant, préciser que seule est considérée comme « disponible » ici la documentation que le chercheur anonyme peut facilement trouver dans toute bibliothèque et notamment à la bibliothèque générale du Protectorat, chargée du dépôt légal, ou celle que, bien que non encore publiée, il pourra obtenir rapidement d'un organisme de documentation. On a donc, pour cette étude, considéré comme « inexistante » ou « non disponible » celle qu'il lui serait peut-être possible de faire exhumer d'un dossier après avoir erré de bureau en bureau.

tiels. Elles ne sont d'ailleurs pas toutes de même importance et il semble surtout qu'un ordre d'urgence doit être établi pour les combler et donner à ce pays jeune et dont l'économie est encore relativement peu complexe, les séries statistiques simples et sûres qui lui font encore défaut.

Démographie.

Les remarques faites en 1935 par M. J. Le Meur ont encore aujourd'hui toute leur valeur. Les recensements passés restent insuffisants et les taux démographiques demeurent toujours aussi incertains en milieu autochtone, surtout par suite notamment de l'absence d'état civil pour les marocains.

On peut toutefois espérer que l'année 1951 sera le départ d'une période féconde pour le démographe, puisqu'elle lui promet un recensement général sur des bases solides et l'application généralisée de l'état civil chez les marocains.

Agriculture.

On dispose sans doute de séries complètes et détaillées sur les superficies cultivées chaque année, les productions et les rendements des diverses cultures, considérées séparément pour les cultures dites « à l'européenne » et celles dites « à l'indigène ». Mais il ne s'agit que d'estimations fournies par la statistique fiscale de l'assiette du « tertib », impôt rural, et l'on

STATISTIQUES NECESSAIRES ET DISPONIBLES

RUBRIQUES		STATISTIQUES MAROCAINES		
		Bonnes	Insuffisantes	Indisponibles ou inexistantes
Population	Etat, recensements généraux		X	
	Mouvement naturel } Taux démographique } Non Marocains	X		X
				Marocains
	Mouvements migratoires		X	
Production	Statistiques sanitaires et médicales (causes de décès)		X	
	Statistiques scolaires	X		
	Agriculture		X (1)	
	Pêche - forêts	X		
Consommation	Mines, indice de la production minière	X		
	Industrie de transformation } Recensement des industries			X
			X	X
Prix, salaires	Productions diverses		X	
	Indice de la production industrielle		X	
Activité intérieure	Globales : production + importation — exportation		X	
	Individuelles, budget de famille		X (2)	
Echanges extérieurs	Evolution des prix, indice des prix (gros, détail, coût de la vie)		X (2)	
	Evolution des salaires, indice des salaires			X
	Transports ... } Fer	X		
			X	
Finances	Route	X		
	Mer	X		
	Air	X		
Revenus	Echanges commerc. indice de la valeur du commerce			X
	Emploi et chômage, indice de l'emploi			X
Comptabilité nationale	Chiffres d'affaires			X
	De biens, indice du volume du commerce extérieur	X		
Revenus	De capitaux, balance des paiements		X	
	Banque	X		
	Bourse, indice des cours des valeurs mobilières	X		
	Disponibilités monétaires	X		
	Impôts	X		
Revenus	Budgets	X		
	Revenus individuels			X
Comptabilité nationale	Revenu national			X
	Comptabilité nationale			X

(1) Suffisants en quantité ; insuffisants en précision.
 (2) Insuffisance de diffusion.

ne peut qu'être très sceptique sur la valeur scientifique des résultats ainsi obtenus.

Industrie.

Si, dans ce domaine, les statistiques des mines sont avec celles de la pêche, parmi les meilleures et les plus anciennes que l'on possède, si les renseignements existent aussi sur la production d'énergie ou quelques rares autres produits comme le ciment, l'insuffisance de la documentation est grande pour la plupart des activités du secteur industriel : les renseignements sur l'ensemble des industries de transformation en particulier, doivent être glanés au hasard des articles de la presse locale.

Si l'essor de l'industrialisation du Maroc est certain, si l'effort d'équipement et de construction apparaît clairement à la seule vue des innombrables chantiers, il est cependant encore pratiquement impossible d'obtenir des séries sûres, précises, même annuelles, sur les principales activités industrielles du Protectorat et le tableau le plus récent sur l'ensemble des établissements industriels du Maroc (nombre, effectifs, production, etc...) remonte encore à 1936 (8).

Il n'est sans doute pas encore possible de penser pouvoir réunir l'ensemble des renseignements qu'une étude correcte de l'activité et de l'essor industriel de ce pays exigerait, mais du moins est-il permis de souhaiter l'établissement de séries mensuelles régulières pour certaines productions qui pourraient être les suivantes : matériaux de construction ; quelques produits chimiques (acide sulfurique, superphosphates) ; corps gras (huiles végétales, savons) ; sucre raffiné ; conserves de poisson ; tissus de laine, de coton, de rayonne ; activité du bâtiment (9).

L'ensemble de ces données pourrait être alors fondu en un indice général de la production industrielle, le simple indice de la production minière, actuellement calculé pouvant laisser penser aux lecteurs non avertis qu'il n'existe pas au Maroc d'industrie de transformation.

Prix et salaires.

L'insuffisance des renseignements est, ici aussi, certaine.

Les relevés de prix que publie le service central des statistiques, et qui sont repris chaque trimestre par le *bulletin économique et social*, donnent sans doute des séries continues à partir de bases fixes, mais le chercheur ne trouve pas encore à sa disposition des indices généraux de prix de gros et de détail, tandis que le vide est complet en ce qui concerne les

salaires où il ne dispose d'aucun chiffre récent, depuis septembre 1948, date à laquelle les salaires ont été rendus libres. C'est à peine si quelques indices trimestriels, calculés à partir des salaires officiels publiés dans le bulletin officiel, peuvent être relevés dans les annuaires pour les périodes antérieures.

Transports.

La documentation par contre est abondante et satisfaisante pour les transports aériens, maritimes et ferroviaires, encore que pour ces derniers l'organisation particulière des chemins de fer au Maroc présente quelque difficulté et rende délicate l'appréciation du trafic ferroviaire en zone française du Maroc. Une partie, en effet, de ce trafic — et certainement la plus importante — est assurée par les C.F.M., l'autre relève de la compagnie internationale du chemin de fer de Tanger à Fès qui, en général, englobe dans ses statistiques l'ensemble du trafic qu'elle assure entre les trois zones tangéroise, espagnole et française.

Les statistiques concernant les transports routiers demeurent très insuffisantes, ce qui est d'autant plus fâcheux que le réseau ferroviaire schématique de ce pays, laisse une très large place aux transports automobiles et n'atteint pas des centres d'activité importants. Si l'on connaît le nombre de véhicules automobiles en circulation (10), on ne possède pas, en dépit de la place considérable que le trafic routier tient et a toujours tenu au Maroc, de séries sur le nombre de voyageurs et le volume de marchandises effectivement transportés.

Emploi-Chômage.

Les lacunes de la documentation statistique sont ici totales. Si l'on peut affirmer aujourd'hui qu'il n'y a pas de chômage au Maroc, il reste impossible de baser une telle affirmation sur des données scientifiques, du moins en ce qui concerne le milieu marocain où il sera, semble-t-il, vain de tenter d'obtenir quelques précisions à cet égard, tant qu'il demeurera une masse importante d'individus partageant leur existence entre la tribu où ils gardent encore des liens solides de parenté et de propriété, et la ville où ils viennent « bricoler » et grossir périodiquement et provisoirement la foule des manœuvres en quête d'emplois (11).

Il ne peut ainsi être question de mesurer exactement le chômage ; mais sans doute serait-il fructueux, en s'attachant à l'examen de l'autre face de cette même question, de rechercher le volume de l'emploi dans le commerce et l'industrie, ce qui permettrait peut-être de mieux connaître les progrès réalisés dans la transformation

(8) Il faut toutefois noter que des renseignements peuvent être trouvés à ce sujet dans le « programme d'équipement à long terme » ci-dessus mentionné. Ce qui ne diminue en rien la nécessité d'une mise à jour périodique du tableau de 1936. On peut penser que celle-ci pourra être obtenue, dans un avenir prochain, grâce au « fichier industriel » en cours d'établissement.

(9) A ce sujet, une statistique des autorisations de bâtir délivrées et même une statistique des constructions terminées, ne saurait remplacer une véritable statistique de l'activité des entreprises du bâtiment et des travaux publics donnée, par exemple, sous la forme du nombre d'heures-ouvriers.

(10) cf. P. Bertrand. — Parc automobile et accidents de la circulation au Maroc, dans *bulletin économique et social du Maroc*, vol. XIII, n° 47, 3^{me} trimestre.

(11) cf. Adam. — La population de l'ancienne médina de Casablanca, dans *bulletin économique et social du Maroc*, nos 47 et 48, 3^{me} et 4^{me} trimestres 1950.

des travailleurs occasionnels en salariés permanents et réguliers, signe d'une véritable élévation sociale.

*
**

L'impression qui se dégage de ce trop bref examen est que l'effort entrepris pour établir et permettre d'obtenir une documentation cohérente, précise et homogène est loin d'être achevé. Il semble aussi que les secteurs : industries de transformation, prix et salaires, emploi, soient ceux qui mériteraient une attention particulière et immédiate dans la poursuite de cet effort.

Sans doute est-il des tâches plus urgentes dans ce pays en plein essor. L'équipement hydraulique, la mise en valeur des terres, la défense et la restauration des sols, la construction de logements, l'agrandissement des ports,

etc... sont certainement des impératifs autrement pressants que l'établissement de statistiques cohérentes et le calcul de quelques indices.

Mais s'il est bien évident que la statistique ne doit pas être un but en soi, il est aussi certain qu'elle est un outil important pour le commandement ; l'outil doit donc sans cesse se perfectionner pour rester à la mesure de l'œuvre de plus en plus complexe à réaliser.

L'effort entrepris mérite ainsi d'être encouragé, soutenu, pour être poursuivi et accentué, car il sera en définitive largement payant.

Tel était d'ailleurs bien l'opinion des collaborateurs de Lyautey qui ont montré la voie en publiant, en 1917, aux heures les plus sombres de la première guerre mondiale, le premier annuaire économique et financier du Maroc moderne.